

Sahara : la bataille diplomatique est définitivement terminée pour le Maroc

Rédigé par la rédaction avec Map le Dimanche 13 Février 2022

Pour le Maroc, la bataille diplomatique est définitivement pliée preuve en est que la seule perspective discutée et envisagée aujourd'hui est celle de l'autonomie sous souveraineté marocaine, estime le politologue Mustapha Tossa.



Même des adversaires « acharnés et sournois » d'hier y consentent aujourd'hui alors que la légalité internationale incarnée par l'ONU n'évoque plus l'hypothèse d'un référendum devenu avec le temps « caduc et impraticable », souligne M. Tossa dans une analyse publiée, dimanche, dans le média en ligne « Atlasinfo ».

Des lors que faire du Polisario et ses milices ? Que faire des séquestrés des camps de Tindouf en Algérie ?, s'interroge le politologue pour qui « jamais ces questionnements n'ont paru aussi pertinents et aussi légitimes. Et pour cause: ce qui est communément appelé « l'affaire du Sahara » est en train de virer à l'impasse pour le régime algérien et à une grande source d'angoisses pour la communauté internationale ».

Pour l'Algérie, l'affaire se complique et oblige à des contorsions dont le prix politique est lourd, car isolé dans son entêtement à soutenir les séparatistes du Polisario, « le régime algérien navigue jusqu'au ridicule dans les contradictions », souligne l'éditorialiste expliquant que d'un côté sa diplomatie claironne qu'elle n'a rien à voir avec ce conflit, et de l'autre côté son armée donne gîtes, couverts et armements lourds aux milices du polisario. D'un côté, le régime algérien mobilise son arsenal diplomatique pour vendre la chimère séparatiste, de l'autre il refuse de se considérer comme partie prenante de cette crise régionale et participer aux tables rondes que les Nations-Unies s'apprentent à organiser pour trouver une issue politique à ce conflit artificiel, relève le politologue.

En termes de pertes, poursuit-il, le « polisario » a déjà agi comme un venin destructeur pour les capacités algériennes. Son soutien coûte énormément à l'économie de l'Algérie qui aurait pu mobiliser ses richesses pour soigner les plaies sociales du citoyen algérien, dont une majorité de jeunes n'a pour horizon que la mortelle traversée de la Méditerranée, relève M. Tossa.

Par ailleurs, souligne le politologue, cette insistance algérienne à s'accrocher au Polisario a provoqué un isolement inédit du pays. A cause du Polisario, le régime algérien s'est privé de la rente que lui procurait son gazoduc vers l'Europe traversant le Maroc. Depuis sa suppression, l'Algérie non seulement perd de l'argent dont son économie a grandement besoin mais aussi ce qui lui reste de crédibilité en tant qu'Etat, renchérit le politologue, faisant observer que les pays européens, africains ou arabes réfléchiraient à deux fois avec d'entreprendre quoi que ce soit de structurant avec un régime aussi « volatile, aux humeurs changeantes ».

Deux exemples illustrent cette situation, explique M. Tossa, à savoir la sourde angoisse qui saisit l'Espagne et derrière elle l'Union européenne face à la légèreté, voire l'irresponsabilité avec laquelle des enjeux graves sont traités, gaz, immigration, insécurité et lutte contre les organisations terroristes.

Le second est l'incapacité algérienne à organiser un Sommet arabe pour cause de postures contradictoires, de volonté de naviguer contre le courant, semer la zizanie, le chaos et les ruptures quand ces pays arabes ont besoin plus que tout de coopération et de solidarité, ajoute l'auteur, qui se demande s'il s'agissait-il d'une question de temps.

Et le politologue de souligner à cet égard que le temps presse et l'Algérie est dans l'obligation de rejoindre la communauté internationale dans son soutien à la solution de l'autonomie proposée par le Maroc.

Si elle le fait, il n'y a pas de risque d'une révolution populaire pour s'y opposer. La question du Polisario n'a jamais été une affaire du peuple algérien mais plutôt un dossier sous forme de ligne de crédit de l'armée algérienne, une carte de pression et de déstabilisation, note M. Tossa, ajoutant que si demain ce tournant est pris, « l'Algérie sera quitte pour quelques grincements au sein du sérail militaire algérien ».

Un régime algérien qui d'ailleurs commence à sentir le poids de la pression internationale avec le début d'une séquence de procès internationaux contre les responsables criminels algériens de la décennie noire comme l'illustre le procès en suisse du général Khaled Nezzar, fait remarquer le politologue.